

Affaires courantes

fédéral de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que la GRC soit suffisamment financée.

LA RIVIÈRE THOMPSON-NORD

M. Lyle Kristiansen (Kootenay-Ouest—Revelstoke): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition similaire à celle que vous a communiquée mon collègue de Kamloops.

Un certain nombre de mes électeurs, provenant de la ville de Nelson, des villages de New Denver et Silverton et des localités de Winlaw et Hills dénoncent le fait que la société Multinational Resources a annoncé son intention d'ériger un barrage sur la rivière Thompson-Nord, à Belmont, pour détourner le cours d'eau vers Salem-San Diego, en Californie.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement du Canada à faire clairement savoir qu'il ne tolérera pas que nos rivières d'eau douce soient détournées vers les États-Unis et que les rivières canadiennes ne sont pas à vendre.

LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC

M. Lyle Kristiansen (Kootenay-Ouest—Revelstoke): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter une seconde pétition, étant donné certains événements qui se déroulent à l'extérieur de la Chambre. La pétition est signée par quelque 137 habitants de ma circonscription, représentant à peu près toutes les localités de ma région.

Les pétitionnaires signalent que le gouvernement fédéral a enfreint, ces derniers mois, les dispositions des conventions collectives qu'il a conclues avec ses propres employés, en confiant à des sous-traitants le travail des fonctionnaires. Selon les pétitionnaires, le gouvernement fédéral bafouait ainsi les droits de ses fonctionnaires en ne leur offrant pas un traitement égal pour un travail de valeur égale.

Ils prient instamment le gouvernement du Canada de respecter à l'avenir ses propres lois et de négocier de bonne foi avec les fonctionnaires loyaux, dévoués et hautement réputés qui servent le gouvernement du Canada.

L'IMMIGRATION

M. Mac Harb (Ottawa—Centre): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter une pétition à la Chambre au nom de Canadiens qui prient instamment le gouvernement de prendre des mesures en ce qui concerne les milliers de réfugiés qui sont au Canada, mais dont le dossier n'a pas encore été traité.

Beaucoup de ces réfugiés connaissent des difficultés tant sur le plan personnel que sur le plan économique.

Pendant que les autorités tardent à décider de l'avenir de ces gens, leurs familles à l'étranger sont vraiment dans une situation très précaire.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement à accélérer le traitement des dossiers des réfugiés et aussi à faire preuve de compassion.

LE PRIX DE L'ESSENCE

M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception): Monsieur le Président, j'ai le privilège de prendre la parole à la Chambre ce matin pour présenter une pétition signée par 50 Canadiens qui sont mécontents du prix de l'essence.

Les pétitionnaires veulent signaler à la Chambre le fait que le prix de l'essence est plus élevé qu'il devrait l'être selon eux.

• (1020)

Certaines provinces ont supprimé les frais d'immatriculation des véhicules dans certaines régions afin de neutraliser les écarts en ce qui concerne le prix de l'essence.

Les pétitionnaires prient instamment le Parlement d'exhorter le gouvernement à corriger cette injustice envers les automobilistes.

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, mon aimable collègue de Bonavista—Trinity—Conception a présenté une pétition semblable à celle que je veux déposer.

Ma pétition a été signée par de nombreux habitants de diverses municipalités de l'Outaouais, y compris Old Chelsea et Gatineau, au Québec, ainsi que Smith Falls et Ottawa, en Ontario. Les pétitionnaires dénoncent les prix élevés de l'essence dans la région, et tout particulièrement l'écart entre les prix d'ici et ceux du sud de l'Ontario. Ils exhortent le Parlement à faire pression sur le gouvernement pour qu'il redresse cette injustice dont sont victimes les automobilistes de l'Outaouais.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, nous répondrons aujourd'hui aux questions nos 51, 147, 182 et 192, et je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.